

Faire avancer le savoir libre : résumé détaillé de l'événement

Table des matières

Introduction	2
Plénière d'ouverture	4
Discussions en petits groupes	6
Discussion en petits groupes : Politique relative au savoir libre	6
Discussion en petits groupes : Infrastructures technologiques liées au savoir libre	8
Discussion en petits groupes : Élément humain et savoir libre	10
Discussion en petits groupes : Éducation ouverte et sensibilisation	12
Discussion en petits groupes : Déroulement du travail et opérations	14
Clôture de la séance plénière	16
Aller de l'avant ensemble	17
Annexe A : Leadership en communication savante canadienne	18

Introduction

L'événement *Faire avancer le savoir libre* a eu lieu du 6 au 7 mai 2019 à Vancouver, en Colombie-Britannique. L'événement a été une occasion unique pour les praticiens de la communication savante de se réunir et d'approfondir deux questions clés :

- 1. Qu'est-ce qui freine le savoir libre au Canada?**
- 2. Quelles mesures et stratégies mobiliseront les initiatives en matière de libre accès et leur adoption dans le milieu universitaire au Canada?**

Avec plus de 70 praticiens et intervenants de partout au Canada participant à l'événement, les discussions ont été très variées. Le présent document est un résumé des points de vue et des opinions exprimés par les participants à l'événement *Faire avancer le savoir libre*. À l'aide des [notes](#) (*en anglais seulement*) produites au cours des plénières et des séances thématiques sur des aspects particuliers de la pratique de la communication savante (politique, déroulement du travail et opérations, technologie, élément humain, éducation et sensibilisation), les participants ont dégagé un certain nombre de points de vue et de thèmes communs qu'ils jugeaient essentiels pour faire progresser le savoir libre au Canada. Les principaux points de vue ne sont présentés dans aucun ordre particulier.

D'autres consultations auront lieu au cours des prochains mois avec les groupes qui n'ont pas pu assister à l'événement afin de recueillir des idées et des opinions supplémentaires et de les ajouter à l'ensemble de données. Le résultat final de ces efforts sera un livre blanc rédigé à l'intention de la communauté des communications savantes au Canada pour qu'elle l'utilise comme instrument de discussion avec les dirigeants des bibliothèques universitaires et les décideurs dans le but de renforcer l'harmonisation de la stratégie verticale et de la stratégie au niveau des pairs pour faire avancer le savoir libre au Canada. Le livre blanc aidera également la collectivité à établir ses propres priorités en matière d'initiatives locales.

Pour poursuivre la conversation, nous encourageons les praticiens de la communication savante à utiliser la chaîne Schol Comm in Canada sur Slack (<https://scholcommincanada.slack.com/>) et la liste de diffusion Repos-L (repos-l@listserv.uottawa.ca). Nous vous invitons à nous faire parvenir vos réponses par écrit à ann.barrett@dal.ca.

Présenté à la collectivité du mouvement canadien du libre accès par des membres du Groupe de travail sur les dépôts ouverts de l'Association des bibliothèques de recherche du Canada (ABRC) : Groupe de travail sur le renforcement et l'engagement de la collectivité

Ann Barrett, Dalhousie University
Amy Buckland, University of Guelph
Lindsey MacCallum, Mount Saint Vincent University
Leah Vanderjagt, University of Alberta

__ septembre 2019

Plénière d'ouverture

L'événement *Faire avancer le savoir libre* s'est ouvert sur un discours-programme de Juan Pablo Alperin, professeur adjoint au département de Publishing Studies à la Simon Fraser University et chercheur associé au Public Knowledge Project. Son discours intitulé « **Are faculty the key to advancing open?** » (le corps professoral est-il la clé de l'avancement du savoir libre?) était fondé sur [la recherche portant sur l'examen des valeurs des publications du corps professoral en ce qui concerne les attentes en matière d'examen, de promotion et de titularisation \(en anglais\)](#). Deux recommandations fondamentales à l'intention du mouvement canadien du libre accès sont ressorties de cette discussion : a) le mouvement devrait moins mettre l'accent sur l'impact comme mesure incitative au libre accès, puisque la recherche n'a pas démontré qu'il s'agissait d'un facteur de motivation de la modification du comportement et b) le mouvement devrait fournir une infrastructure ouverte aux chercheurs et leur permettre de l'utiliser et de la façonner en fonction de leurs besoins. [Cette présentation a été enregistrée et peut être visionnée sur YouTube en cliquant ici \(en anglais\)](#).

La présentation principale a été suivie d'une discussion en plénière animée pour tous les participants.

Discussion en plénière Qu'est-ce qui retient le savoir libre au Canada? (Cette plénière a été enregistrée et peut être visionnée sur YouTube en cliquant ici [en anglais].)

Points à retenir de la discussion : L'avancement du savoir libre présente de nombreux défis communs, partout dans le monde. Au Canada, nous avons fait des progrès et des contributions importants pour faire avancer le savoir libre et l'infrastructure connexe (p. ex., Portage et le Public Knowledge Project). Toutefois, en l'absence d'une vision commune à l'échelle nationale, nous avons du mal à situer notre travail et à établir nos priorités afin de nous attaquer aux problèmes propres au Canada. Jusqu'à présent, nos efforts ont souvent été axés sur les établissements, et nous manquons de collaboration et de mesures de soutien clés pour favoriser des progrès importants.

Les praticiens de la communication savante se sentent coincés sur trois fronts : le corps professoral et les chercheurs que nous appuyons sont généralement peu motivés à contribuer à développer le mouvement du libre accès; l'industrie de l'édition universitaire à but lucratif ne souhaite pas explorer de nouveaux modèles d'édition qui pourraient diminuer leurs marges de profit; les organismes subventionnaires nationaux du Canada imposent les exigences de libre accès sans toutefois les faire appliquer; par conséquent, les bibliothèques se retrouvent seuls promoteurs nationaux du libre accès.

Principaux points de vue :

- Les questions de libre accès sont souvent considérées comme des « questions relatives aux bibliothèques » dans le monde universitaire; le manque de

compréhension du libre accès parmi le corps professoral, les chercheurs ou les administrateurs est un problème.

- La participation aux initiatives de libre accès est difficile pour les chercheurs — l'infrastructure est difficile à utiliser, les frais de traitement des articles (FTA) ont un effet dissuasif, les restrictions imposées par les éditeurs sont difficiles à comprendre et les éditeurs peu recommandables sont une véritable préoccupation. Tous ces problèmes nuisent à la participation au mouvement du libre accès.
- Les systèmes de récompenses académiques — des modèles de titularisation et de promotion — ne reconnaissent pas la valeur du libre accès.
- Les bailleurs de fonds ne sont pas tous d'accord avec le libre accès, et ceux qui ont un mandat de libre accès ne l'appliquent pas.
- Chaque établissement universitaire a ses propres dépôts institutionnels. Il y a peu de coopération ou d'échange des ressources et de l'expertise, ce qui entraîne des inefficacités et des inégalités.
- Des bibliothécaires de chaque établissement devraient collaborer à des initiatives de libre accès; tout le personnel des bibliothèques provenant des domaines des communications savantes, des collections, des ressources, des droits d'auteur, des archives, de la liaison et des technologies de l'information (TI) doit participer au libre accès.
- Le Canada mène un certain nombre d'initiatives fructueuses de libre accès (Public Knowledge Project, Érudit, Portage), mais nous n'avons pas de vision commune ou d'objectif commun pour le savoir libre au Canada.
- Nous ne coopérons pas de notre mieux pour recueillir les voix des Canadiens français et anglais, des collectivités autochtones et des diverses populations.
- Les auteurs ont de nombreuses raisons structurelles et culturelles de résister au changement dans les communications savantes. Nous devons exprimer clairement la proposition de valeur positive du savoir libre et de l'infrastructure ouverte aux chercheurs (et aider le corps professoral à partager des histoires de réussite).

Discussions en petits groupes

Discussion en petits groupes : Politique relative au savoir libre

Points à retenir de la discussion : Les politiques actuelles en matière de libre accès, des organismes subventionnaires nationaux aux politiques locales des universités, ne suffisent pas pour apporter des changements; nous devons tenir compte de la culture actuelle du savoir et des cultures de nos établissements (à l'échelle locale, régionale et nationale).

Principaux points de vue :

1. Le [Plan S](#) (*version française*) est une option intéressante, mais ce n'est pas quelque chose que le Canada peut ou devrait adopter pour le moment :
 - a. L'Europe a déjà établi une fondation de bailleurs de fonds et de réseaux, contrairement au contexte canadien.
 - b. Ce n'est pas un plan de libre accès communautaire.
 - c. Il est difficile à faire respecter.
 - d. Les exigences techniques pour les dépôts et les revues sont excessives et difficiles à mettre en œuvre.
 - e. L'accent est mis fortement sur l'option Or du libre accès par rapport aux autres modèles.
 - f. Le modèle n'impose pas les sources ouvertes.
 - g. Il y a un manque de clarté quant au fonctionnement des ententes de lecture et de publication dans le plan.
2. La coordination des initiatives en matière de libre accès à l'échelle nationale est forte dans certains secteurs (p. ex., données ouvertes/Portage) et limitée dans d'autres secteurs :
 - a. Clarifier les rôles et les buts du libre accès des principaux organismes de leadership comme le Réseau canadien de documentation pour la recherche (RCDR), l'Association des bibliothèques de recherche (ABRC), Bibliothèque et Archives Canada (LAC) et les trois organismes et renforcer le leadership et les communications des praticiens au moyen de stratégies et d'événements délibérés et planifiés d'échange d'information.
 - i. Il faut accroître la transparence et le dialogue entre les praticiens de la communication savante et les trois conseils.
 - b. Veiller à ce que les chercheurs jouent des rôles de leadership
 - c. Établir une relation réciproque plus transparente entre les intervenants nationaux et les praticiens de la communication savante
 - d. Modéliser des initiatives internationales (p. ex., Norvège et Allemagne)
 - e. Modéliser d'autres initiatives nationales canadiennes réussies (p. ex., Portage) et en tirer des leçons

3. L'efficacité actuelle des politiques locales de libre accès dans les universités canadiennes est minime, et les praticiens cherchent du soutien pour assurer la conformité dans leur établissement :
 - a. Former plus de gens sur la promotion et l'utilisation des politiques de libre accès
 - i. Se tourner vers le Royaume-Uni, où des modèles de formation et de soutien sont en place
5. L'intégration du libre accès aux règlements sur la titularisation et la promotion dans les conventions collectives est une composante essentielle de la réalisation du libre accès :
 - a. Les valeurs universitaires actuelles que sont l'individualisme et la compétitivité dans l'édition et la recherche, combinées à une approche complexe de la liberté universitaire et de l'édition, compliquent le travail des praticiens de la communication savante.
 - i. Comment communiquer efficacement la valeur du maintien des droits du corps professoral?
6. Rejeter les FTA comme étant un modèle non durable et inéquitable :
 - a. Le libre accès a besoin d'un renflouement constant, mais il devrait être orienté vers d'autres modèles durables.
 - i. Le mouvement du libre accès comprend les presses universitaires.

Questions pour approfondir la discussion :

- Quels sont les besoins du Canada qui ne sont pas traités dans le Plan S?
- Comment définissons-nous les rôles des intervenants nationaux, et que devraient comporter leurs relations avec les praticiens?
- Comment aborder les conversations sur l'intégration du libre accès dans les conventions collectives et les conventions de titularisation et de promotion?
 - Si chaque université redirigeait ses fonds réservés aux FTA vers une autre initiative de libre accès, où cet argent devrait-il être réaffecté?

Discussion en petits groupes : Infrastructures technologiques liées au savoir libre

Points à retenir de la discussion : Nombreux sont ceux qui ont exprimé le désir de réduire délibérément les efforts menés en double et de concentrer les efforts sur les initiatives de collaboration, mais l'infrastructure technologique actuelle en matière de libre accès nécessite un soutien accru de la part du gouvernement fédéral au Canada. Les approches durables de la découvrabilité et de l'interopérabilité sont des préoccupations permanentes; certains praticiens ont proposé une infrastructure nationale universelle, tandis que d'autres sont en faveur d'un système coordonné.

Principaux points de vue :

1. Il est essentiel de veiller à ne pas reproduire les systèmes d'inégalité et d'iniquité dans la technologie liée au savoir libre.
 - a. L'accès n'équivaut pas à l'égalité.
2. Le soutien et le leadership concernant spécifiquement la conservation numérique ne sont pas clairement définis à l'échelle nationale; les établissements essaient de faire eux-mêmes ce travail.
 - a. Il y a des lacunes dont personne n'a assumé la responsabilité dans le paysage du financement.
 - b. Il est essentiel de créer une approche durable à long terme en matière d'infrastructure.
3. La collaboration et les ressources partagées sont importantes pour la durabilité, que ce soit à l'échelle régionale, consortiale ou nationale.
 - a. Il faut examiner les modèles existants qui fonctionnent (p. ex., Public Knowledge Project, Dépôt fédéré de données de recherche).
4. Il faut consulter les collectivités disciplinaires et les associations pour comprendre leurs besoins — les voix des chercheurs doivent être centrées sur la planification future.
5. La formation et l'expertise du logiciel libre sont essentielles, mais les pratiques et la structure d'embauche à l'université ne permettent pas souvent d'acquérir les compétences techniques nécessaires pour maintenir efficacement le logiciel libre ni d'assumer les coûts fondamentaux inhérents à l'exploitation du logiciel.
6. Les utilisateurs du logiciel libre doivent soutenir les fondations du logiciel libre pour assurer son développement durable; les approches communautaires en matière de développement de logiciels exigent beaucoup de temps et nécessitent la contribution de nombreux intervenants.
 - a. Le soutien sera différent selon les ressources mises à la disposition des utilisateurs.

Questions pour approfondir la discussion :

- Comment les petits établissements peuvent-ils contribuer à la technologie de libre accès, même s'ils disposent de moins de ressources pour appuyer des initiatives à grande échelle?
 - « Le remède miracle est souvent assorti d'un prix élevé » — ce n'est pas tout le monde qui peut payer ce prix, que se passe-t-il alors?
- Comment faire en sorte que tous les chercheurs bénéficient d'une infrastructure nationale ou soient bien servis par cette infrastructure?
- Quelles ressources peuvent être mises à profit pour entreprendre des travaux significatifs sur l'infrastructure nationale?
- Comment pouvons-nous relier les communications savantes et les TI de façon significative et durable?
- Comment pouvons-nous faire en sorte d'éliminer les obstacles à l'égalité dans les infrastructures des systèmes nouveaux et existants?

Discussion en petits groupes : Élément humain et savoir libre

Points à retenir de la discussion : Les professionnels des communications savantes se sentent surmenés et n'ont pas le soutien nécessaire pour travailler efficacement. L'épuisement professionnel et le roulement du personnel minent les efforts locaux et collaboratifs de libre accès. La collectivité cherche des stratégies pour acquérir une compréhension de la façon de décoloniser le mouvement du libre accès et veiller à ce que le respect et l'inclusion des peuples autochtones et du savoir traditionnel soient prioritaires dans notre travail.

Principaux points de vue :

1. Le libre accès ne convient pas à toutes les formes de connaissances; nous devons reconnaître les besoins du savoir traditionnel :
 - a. Les normes relatives aux métadonnées ne suffisent pas pour le savoir traditionnel ou pour l'inclusion des groupes historiquement marginalisés.
 - b. Le multilinguisme devrait être mieux soutenu dans nos systèmes logiciels.
2. Le système dans lequel nous travaillons est fondé sur des idéaux colonialistes, et nous ne pouvons pas et ne devrions pas nous attendre à ce que les peuples autochtones et les autres peuples marginalisés soient bien servis par ce système, ni qu'ils veuillent y participer :
 - a. Nous devons établir des relations avec les peuples et les collectivités autochtones et intégrer leurs besoins dans notre travail.
 - b. Nous devons assumer la modification du système pour qu'il soit accueillant pour tous.
3. Une collaboration accrue et significative avec les collègues est importante :
 - a. Établir des liens avec les bibliothécaires des collections, des acquisitions et des ressources électroniques afin d'intégrer le libre accès à toutes les fonctions de la bibliothèque.
4. S'appuyer davantage sur des institutions comme la Coalition de l'édition savante et des ressources académiques (SPARC) pour communiquer les changements et les mises à jour dans le domaine du libre accès afin d'alléger une partie du fardeau du perfectionnement professionnel.
5. Le financement et l'investissement dans le libre accès doivent inclure la décolonisation de l'écosystème de l'édition universitaire et le décaissement des ressources axé sur l'équité.
6. Il est essentiel que nos établissements appuient davantage les communications savantes :
 - a. Les charges de travail et les rôles actuels ne sont pas viables.
 - b. Le travail est souvent invisible et nécessite beaucoup de travail émotionnel.
 - c. Il y a un manque d'information sur les rôles des communications savantes et les attentes raisonnables du personnel.

- i. Proposition de dépôt d'offres d'emploi pour la description de poste en communications savantes afin d'aider à définir le travail des praticiens.

Questions pour la discussion :

- Quel genre de système construirions-nous si nous recommençons à zéro, en plaçant le respect du caractère autochtone au centre de notre travail?
- Comment pouvons-nous préconiser un soutien accru pour le libre accès et les communications savantes au sein de nos établissements, ainsi qu'à l'échelle régionale et nationale?

Discussion en petits groupes : Éducation ouverte et sensibilisation

Leçons clés de la discussion : Le libre accès n'est pas encore intégré à la culture universitaire; il s'agit souvent d'une réflexion après coup au sein des établissements, et il reste encore beaucoup à faire pour l'intégrer dans le milieu universitaire canadien. Il faudra un changement de culture pour intégrer le libre accès au sein du milieu universitaire, ce qui nécessitera une augmentation des ressources allouées au libre accès, notamment en personnel, en temps et en argent. L'éducation ouverte et la sensibilisation seraient renforcées grâce à la participation au leadership organisationnel et à l'engagement envers la promotion de modèles de libre accès aux discours savants et envers la détermination de stratégies locales qui seront très fructueuses.

Principaux points de vue :

1. La sensibilisation et l'éducation doivent être durables.
 - a. La Semaine du libre accès est un exemple d'activité exigeant beaucoup de temps qui n'entraîne pas de changement; les présentations faites par les professeurs sont souvent « aussitôt oubliées », ce qui met fin au dialogue.
2. La communication et la collaboration au sein de la bibliothèque sont essentielles — les collections et les acquisitions devraient être étroitement liées aux communications savantes.
3. Les initiatives en matière de libre accès ne doivent pas être utilisées comme une occasion de faire valoir l'image de marque des établissements :
 - a. L'image de marque pourrait s'appliquer aux services qui appuient le libre accès.
4. Les conversations entourant les annulations doivent être fondées sur des principes, et les annulations doivent être communiquées aux intervenants (en particulier le corps professoral) comme étant fondées sur des principes.
 - a. Le fait de se retirer d'une mégaentente n'est pas la même chose qu'encourager le corps professoral à publier en libre accès; si l'objectif est le libre accès, il faut y consacrer explicitement des ressources au lieu de le considérer comme un moyen d'économiser de l'argent.
 - b. Les relations personnelles sont importantes pour discuter d'annulations.
5. L'intégration du libre accès dans les lignes directrices pour le renouvellement du mandat, la permanence et la titularisation (RPT) serait utile pour rendre la sensibilisation et l'éducation significatives et productives.
6. La collaboration nationale est essentielle pour se partager le travail d'éducation et de sensibilisation.
7. Il est difficile de maintenir une dotation adéquate pour la sensibilisation et l'éducation.
 - a. Il est souvent difficile de constater la sensibilisation de visu et de démontrer sa valeur.

Questions pour la discussion :

- Comment pouvons-nous gérer les ressources des bibliothèques de façon plus efficace pour appuyer et favoriser le libre accès? (p. ex., rompre l'habitude d'acheter des livres qui ne circulent jamais et rediriger ces fonds vers des initiatives de libre accès)
- Pouvons-nous créer des documents éducatifs sur le libre accès que les praticiens de la communication savante peuvent diffuser à l'échelle nationale? Comment la collectivité peut-elle diffuser le mieux possible ces documents?
 - Il faudrait un genre de dépôt pour conserver ces documents.

Discussion en petits groupes : Déroutement du travail et opérations

Points à retenir de la discussion : Les praticiens de la communication savante ont l'impression qu'il y a un manque de structure et d'objectifs communs dans le domaine, ce qui fait qu'il est difficile d'être un praticien efficace. La nature fragmentée des dépôts signifie que les praticiens sont souvent isolés, et le dédoublement du travail (« réinventer la roue ») est courant. Les praticiens ont indiqué qu'ils ont fortement l'impression que les pratiques d'affectation budgétaire des bibliothèques n'intègrent pas souvent le libre accès ou ne font pas appel à l'expertise des bibliothécaires en communication savante, et privilégient plutôt les méthodes traditionnelles d'acquisition de ressources « juste au cas où ». Les participants ont également indiqué que les processus budgétaires des bibliothèques, pour la plupart, n'accordent pas la priorité aux outils novateurs et aux collections numériques uniques qui fournissent au mouvement du libre accès au Canada ses propositions de valeur les plus solides.

Principaux points de vue :

1. Déterminer les compétences de base des communications savantes :
 - a. Élaborer des documents de formation pour faciliter l'entrée dans le domaine des communications savantes et pour soutenir le personnel associé au libre accès, mais qui n'y participe pas régulièrement.
2. Officialiser les soutiens et la structure de la collectivité pour mieux soutenir les praticiens de la communication savante, qui sont souvent les seules personnes investies dans le domaine dans leur établissement :
 - a. La méthode suggérée pour officialiser la collectivité est une association; voir l'annexe A pour obtenir de plus amples renseignements.
3. Élaborer de la documentation qui définit les lignes directrices communes du déroulement du travail et des opérations :
 - a. Il faut reconnaître les divers niveaux de ressources que les établissements peuvent atteindre; l'extensibilité est essentielle.
 - b. Il faut un échange collaboratif de la documentation provenant de tous les aspects de la pratique de la communication savante afin d'éviter le cloisonnement des praticiens.
4. Les mandats codifient les objectifs de la communication savante et du libre accès, et fournissent un cadre pour l'élaboration des opérations quotidiennes.
5. Une solution de dépôt centralisé est souhaitable, bien que les praticiens reconnaissent qu'un modèle mixte offrirait plus de souplesse :
 - a. La gestion durable de multiples initiatives et plateformes de libre accès est une préoccupation.
6. Reconsidérer la répartition actuelle du budget de la bibliothèque pour l'éloigner de l'achat de livres traditionnels et investir plutôt dans des ressources uniques comme les collections numériques :
 - a. Travailler avec les bibliothécaires des collections pour intégrer les pratiques de diffusion ouverte dans les budgets des bibliothèques.

7. Tenir compte de la façon dont le rôle de bibliothécaire de liaison recoupe les communications savantes et établir des liens et une collaboration plus durables entre les deux rôles (s'ils sont distincts).
8. La portée des communications savantes s'élargit, et il faut plus de personnel formé pour répondre à cette croissance dans le domaine et la soutenir.
9. Les liens et la communication avec l'administration et le corps professoral des universités sont essentiels :
 - a. Créer une communauté d'intérêts locale pour le libre accès afin de tirer parti de la sensibilisation croissante et du soutien institutionnel significatif pour les initiatives de libre accès.
 - i. Un soutien qui ne se traduit pas par des ressources signifie que notre travail ne se traduit pas par des répercussions.

Questions pour la discussion :

- En quoi consiste le travail de la communication savante? Quelle est notre définition collective?
- À quoi ressemble le succès mesurable en communication savante?
- Pouvons-nous utiliser un système national pour centraliser certaines de nos tâches quotidiennes et réduire le dédoublement des efforts? À quoi cela ressemblerait-il?
- Les écoles de bibliothéconomie enseignent-elles des modèles ouverts de diffusion?
- Comment aborder la question de la précarité dans les communications savantes et faire en sorte que la diffusion de la recherche soit considérée comme essentielle pour les établissements?

Clôture de la séance plénière

La discussion en plénière animée pour tous les participants était une activité de clôture où ils pouvaient exprimer leurs opinions sur la façon dont nous devons aller de l'avant ensemble, en tenant compte des discussions et des idées qui sont ressorties de l'événement *Faire avancer le savoir libre* et de leur propre opinion. ([Cette plénière a été enregistrée et peut être visionnée sur YouTube en cliquant ici](#))

Points à retenir de la discussion : Les approches actuelles en matière de sensibilisation et d'éducation au libre accès n'ont pas permis de créer une base d'utilisateurs informés parmi le corps professoral ou le grand public. Parmi les obstacles à la croissance du libre accès, mentionnons le manque de ressources pour appuyer les praticiens de la communication savante, les malentendus persistants au sujet du libre accès et l'absence de stratégies collectives, de vision et de leadership.

Principaux points de vue :

1. Le libre accès est une question complexe qui évolue constamment; nous devons simplifier la courbe d'apprentissage pour le corps professoral.
2. Il y a encore des idées fausses au sujet du libre accès, qui est souvent confondu avec l'édition prédatrice.
3. Le manque d'infrastructure commune, en particulier pour soutenir la découverte, entrave le libre accès.
4. Les modèles de titularisation et de promotion fondés sur des paramètres universitaires traditionnels ne laissent pas de place aux décisions d'édition fondées sur les valeurs.
5. Le manque de collaboration au sein de la communauté des communications savantes et avec les collègues de la bibliothèque signifie que nos efforts ne sont pas aussi efficaces qu'ils pourraient l'être.
6. Peu d'organismes subventionnaires fédéraux se conforment au libre accès.
 - a. Les organismes subventionnaires manquent de transparence quant à la façon dont ils évaluent les activités de libre accès.

Questions pour approfondir la discussion :

- Devrions-nous tenter de transformer les modèles d'édition actuels en modèles à libre accès ou essayer de reconstruire le système?
- Comment pouvons-nous rendre le libre accès essentiel pour toutes les parties de la bibliothèque?
- Comment faciliter la compréhension et la mise en œuvre du libre accès?

Aller de l'avant ensemble

Les praticiens de la communication savante proposent de dresser un inventaire des travaux en cours sur le libre accès (investissements et infrastructure) pour caractériser notre environnement actuel de libre accès au Canada. Cette mesure, combinée au récent sondage de l'ABRC (citation), permettrait d'établir l'ordre de priorité des prochaines étapes suggérées suivantes :

1. Explorer une vision nationale du savoir libre qui comprendrait une infrastructure avec une couche de découverte.
2. Veiller à ce que tous les intervenants, y compris les chercheurs, aient voix au chapitre de l'élaboration d'initiatives nationales.
3. Veiller à ce que l'équité soit le fondement de toute action, infrastructure ou initiative futures.
4. Créer plus de mesures de soutien pour le libre accès : former de nouveaux professionnels; soutenir le perfectionnement professionnel; créer une association de communications savantes au Canada.
5. Accroître la collaboration entre les praticiens à l'échelle régionale et nationale; établir les priorités des ressources, de l'expertise et du partage des connaissances. Consacrer des fonds institutionnels aux efforts de collaboration en matière de libre accès et s'efforcer de réunir les dirigeants et les praticiens dans le cadre de ces efforts, surtout lorsqu'il s'agit de relever des défis de mise en œuvre tactique.
6. Élargir le champ de la conversation au-delà des praticiens de la communication savante pour inclure le personnel des bibliothèques dans les domaines des ressources, des collections, de la liaison, du droit d'auteur, des archives et des spécialités des TI.

Annexe A : Leadership en communication savante canadienne

(c. -à-d. devrions-nous avoir une association de communication savante?)

Les organisateurs de l'événement *Faire avancer le savoir libre* ont tenu deux séances de non-conférence pour « discuter de tout » et, lors des deux séances, des groupes de participants entièrement distincts ont discuté de la possibilité d'une association nationale de praticiens de la communication savante. Nous rendons compte de ces conversations séparément ci-après.

Points à retenir de la discussion : Les praticiens de la communication savante souhaitent former une association de professionnels, mais ont certaines réserves quant à ce que l'association peut ou devrait être.

Principaux points de vue :

1. Les avantages d'une association seraient les suivants :
 - a. Se partager le travail de la pratique du savoir libre
 - b. Établir des liens entre les praticiens
 - c. Atténuer le sentiment de solitude ou de cloisonnement des professionnels de la communication savante
 - d. Donner de la force au travail de représentation et appuyer l'organisation de ce travail
 - e. Permettre une collaboration et une communication plus étroites
2. Les préoccupations relatives à une association :
 - a. Les voix importantes (en particulier celles des praticiens de couleur et des petits établissements) ne faisaient pas partie des discussions initiales; une association pourrait-elle, par inadvertance, exclure certaines voix?
 - b. Débat sur une structure de gouvernance formelle par opposition à une structure informelle
 1. Une communauté de pratique est-elle assez forte pour faire avancer les choses?
 - c. Qui dirige le début d'une association?
3. Les énoncés généralement acceptés au sujet d'une association potentielle :
 - a. Éviter le contrôle : l'association doit être ouverte et accueillante
 - b. Favoriser la générosité et le sentiment d'appartenance à la collectivité
 - c. Célébrer et promouvoir l'expertise au sein de la collectivité

Questions pour la discussion :

- Quels modèles existants d'association ou de gouvernance seraient appropriés pour les praticiens de la communication savante?
- Comment assurer l'inclusion de tous les praticiens de la communication savante, y compris ceux qui ne font pas partie du milieu universitaire (voulons-nous des membres à l'extérieur du milieu universitaire?)

- Quel genre de leadership une association pourrait-elle ou devrait-elle assurer?